



DAH1

Direction des relations
européennes et internationales

Le 10 mai 2004

Gilles Saint-Martin
Directeur

Compte rendu de mission à Taïwan

25-30 avril 2004

1. 37^{ème} conseil d'administration de l'AVRDC, le centre asiatique pour la recherche et le développement sur les légumes

Marquée par la présence du Ministre Taïwanais des affaires étrangères 10 jours après sa nomination, cette 37^{ème} réunion du conseil d'administration de l'AVRDC est le premier rendez-vous du nouveau directeur général, Thomas Lumpkin, devant ceux qui l'ont sélectionné. Au-delà du renouvellement des engagements du nouveau gouvernement de la république de Chine, la présentation du rapport d'exécution 2003 et du plan à moyen terme 2004-2006 donne des indications sur la mise en œuvre des priorités présentées par Thomas Lumpkin lors des entretiens de sélection.

▪ Une diversification vers l'Europe des bailleurs de fonds

La tournée du DG en Europe a eu pour première conséquence de convaincre le Royaume Uni de devenir un donateur avec un apport annuel au budget principal d'environ 540 000 \$ en 2004 et 2005. Suédois et Norvégiens ont aussi manifesté leur intérêt. Avec le maintien des investissements taiwanais à hauteur de 50 % du budget annuel de l'AVRDC et le renouvellement des engagements des Allemands, 2^{èmes} bailleurs de fonds, le budget 2003 est excédentaire et celui de 2004 en croissance à 11,4 M \$, v.s. 10 M \$ en 2003. Les Américains, malgré la nomination d'une forte personnalité au CA, Bob Havener, n'ont pas confirmé de soutien plus significatif et les Japonais observent toujours une attitude très réservée, guidée par la diminution des engagements japonais dans l'aide au développement.

- *Avec une contribution principale de Euros, le projet Susper au Vietnam et l'affectation d'un chercheur du Cirad, la France devrait être au 8^{ème} rang des bailleurs de fonds en 2004.*

- Une politique de ressources humaines dynamique

Cet équilibre budgétaire donne au DG la possibilité de mettre en œuvre les recommandations de la revue externe en matière de ressources humaines :

- le poste de directeur adjoint pour la recherche est sécurisé : occupé actuellement par Dr. Sundar, un appel à candidature international sera lancé pour désigner son successeur en fin d'année 2004. Les autres postes de senior partant à la retraite ont également pu être renouvelés.
- une politique d'accueil de Post Doc et de scientifiques extérieurs : l'arrivée de 5 Post Doc internationaux, dont une Tunisienne formée à l'ENSA de Rennes et à l'université de La Réunion, d'un chercheur du Cirad (Léonidas Féréol), d'un chercheur du Jircas vont apporter une nouvelle dynamique scientifique à l'AVRDC à un coût optimum pour le Centre
- la mobilisation des conjoints : en donnant des contrats locaux à des conjoints de chercheurs seniors, le DG a ainsi renforcé la qualification du Centres, notamment dans ses capacités à développer le portefeuille d'activités par une analyse plus précise des politiques et des instruments des bailleurs de fonds traditionnels et nouveaux de l'AVRDC, par exemple les fondations.

Le nombre de scientifiques de niveau international va être ainsi accru de 25 % en 2004 (19 à 24).

- Une faible diversification des champs d'intervention hormis l'Afrique de l'Ouest et centrale

Ce renforcement des capacités de l'AVRDC a été concentré sur le centre taïwanais. Cela induit un renforcement de la base taïwanaise de l'AVRDC et ne répond pas vraiment aux perspectives tracées par T. Lumpkin lors des entretiens de sélection. La décentralisation était un de ses objectifs, à la fois pour réduire les surcoûts d'exécution des activités à Taiwan et pour limiter les problèmes politiques créés par la localisation du siège du Centre en République de Chine. L'accent était placé sur les activités mises en œuvre sur le terrain des pays en développement, notamment grâce aux 2 centres régionaux basés à Bangkok (dans l'université de Kasetsart) et à Arusha (Tanzanie). L'impression laissée d'ailleurs pendant le conseil d'administration par le nouveau directeur du centre de Bangkok, Dr Susuki, ancien du Jircas, n'est pas très rassurante.

Le seul élément positif dans ce domaine est le recrutement d'une scientifique canadienne, V. Levasseur, sur des fonds de la coopération taïwanaise (ministère des affaires étrangères), chargée d'élaborer un programme d'activités pour l'AVRDC en Afrique de l'Ouest et du Centre. Hébergée par l'ADRAO à Bamako, elle ne doit pas dissocier son programme des acquis et des activités actuelles du Cirad, soutenues par le ministère des affaires étrangères (notamment au Cameroun), et des SNRA dans cette région. Même si le réseau du Coraf dans ce secteur n'est pas très vivace, un éventuel soutien communautaire du programme qu'élaborera l'AVRDC est étroitement dépendant de la légitimité régionale que le Coraf lui donnera.

Un autre élément qui peut aussi s'avérer positif, c'est la nomination de 2 membres au Conseil d'administration originaires d'Asie du Sud et d'Afrique

- *Des suggestions de candidates (de préférence) peuvent être faites aux membres du Conseil d'administration. Les propositions du département Flhor sont les suivantes :*
 - *Mme Yvonne Rabenantoandro, DS du FOFIFA, Madagascar*
 - *Mme Maty Ba Diao, CR au LNERV de l'ISRA, Sénégal*
 - *Mme Françoise Assogba-Komlan, CR à l'INRAB, Bénin*
 - *Mme Sunantha Fabre, chargée de mission auprès de la présidence de l'Université de Chiang Rai, Mae Fah Luang, Thaïlande*

▪ La recherche d'une légitimité internationale

Devant le Ministre et à plusieurs reprises devant le Conseil, le DG s'est engagé à améliorer la légitimité internationale de l'AVRDC, affectée par la politique de la république populaire de Chine vis-à-vis de Taïwan. Pas de soutien de la Banque mondiale, pas de reconnaissance par les agences des Nations Unies, l'AVRDC ne peut participer directement à la dynamique créée par le Groupe consultatif de la recherche agricole pour le développement (GCRAI). Le DG s'est déplacé en Chine pour essayer d'améliorer par les relations scientifiques la reconnaissance de l'AVRDC par la Chine. Un chercheur chinois va être prochainement accueilli à Taïwan, pour la première fois. Pour répondre à cet objectif, l'AVRDC propose de faire un avenant à l'accord de création de l'AVRDC permettant à de nouveaux pays de se joindre aux premiers membres fondateurs (MoU et charte signés en mai 1971 par les USA, la Banque asiatique de développement, le Japon, la Corée, la Thaïlande, les Philippines, le Vietnam et Taïwan).

Le président (Taïwanais) du CA soutient beaucoup ces initiatives. Visiblement, les autorités taïwanaises instrumentalisent le DG (américain) : c'est le coût à payer pour bénéficier des investissements du pays hôte, inégalé parmi les centres du GCRAI (à titre de comparaison, la France, pays hôte de l'INIBAP, ne participe qu'à hauteur de 5% au budget de ce programme du GCRAI). Le Conseil a donc accepté le principe de cet avenant.

- *Le quai d'Orsay sera contacté pour étudier si la France peut s'associer à cet avenant, non contraignant d'un point de vue budgétaire.*

▪ Une initiative globale sur la recherche horticole

Prenant en considération l'importance croissante accordée à la diversification des régimes alimentaires par les gouvernements, les bailleurs de fonds et les acteurs internationaux de la recherche agricole, le Conseil a fortement soutenu la proposition présentée par le DG destinée à lancer une initiative mondiale sur la recherche horticole dont l'AVRDC assurerait l'animation. L'AVRDC n'est pas très bien informé des initiatives déjà prises dans ce sens dans d'autres secteurs, mais c'est probablement une voie permettant d'accroître la reconnaissance internationale de ce centre en évitant les impasses politiques. Tous les acteurs concernés, du Nord et du Sud, privés ou publics peuvent s'associer autour des enjeux que la recherche doit relever dans le domaine des productions horticoles. Le secrétariat du GCRAI encourage l'AVRDC à présenter un premier document devant le Conseil exécutif lors de la réunion de septembre, en Allemagne. Le Conseil a demandé au DG de ne présenter aux instances exécutives du GCRAI qu'une proposition émanant déjà d'une consultation préalable entre les principaux acteurs concernés.

- *Des éléments de procédure reprenant les modèles adoptés pour les programmes du Forum mondial, les programmes pour relever les défis du GCRAI ou les initiatives lancées par le Cirad sur les plantes pérennes lors des salons de l'agriculture seront adressés au DG.*

- Points d'intérêt particuliers concernant le partenariat entre le Cirad et l'AVRDC

- Ce renforcement de la base taïwanaise est aussi assuré par un crédit exceptionnel de 3 M \$ apporté par le Conseil de l'agriculture de Taïwan pour la rénovation des locaux de l'AVRDC. Remise aux normes d'équipements anciens et de locaux inappropriés, notamment au cablage, nouveaux recrutements scientifiques, tous ces éléments assurent un cadre de travail favorable au programme que le Cirad développe en affectant un de ses chercheurs, Léonidas Féréol, pour 18 mois sur l'embryogénèse des alliées. L'accueil s'est effectué dans de bonnes conditions. Actuellement, L. Féréol met en place l'équipement dont il a besoin avec le soutien des autres chercheurs de l'AVRDC.
- Le partenariat en Afrique de l'Ouest et du Centre peut servir de cadre à un développement des activités du Cirad à l'échelle régionale, comme cela est le cas en Asie du Sud-Est, mais cela reste encore à construire.
- La mobilisation du Cirad dès les premières étapes de la construction du programme mondial est un élément clef pour que le Cirad joue également un rôle moteur aux côtés de l'AVRDC. La DREI peut apporter les éléments de procédure ; le département Flhor doit s'engager dans l'élaboration du programme scientifique.
- En Asie du Sud-Est, l'AVRDC a obtenu un projet auprès de l'ADB sur les technologies post-récolte adaptées aux marchés. Un consultant doit être identifié. Si les départements Flhor ou Amis sont intéressés, contacter Dr Kalinga. Il faut renvoyer à Mubarik Ali, revenu à Taïwan, le projet présenté par le Cirad à l'ADB.
- En ce qui concerne les projets présentés au 6^{ème} PCRDT, les centres régionaux d'Afrique et d'Asie peuvent être mis en avant. L'AVRDC bénéficie déjà du soutien du DFID sur la résistance des aubergines à certains ravageurs. Il est en phase de démonstration en Asie du Sud.

2. Coopération bilatérale entre le Cirad et les institutions de recherche taïwanaises

Les contacts pris depuis 2 ans avec l'attachée scientifique de l'Institut français à Taipei, Mme Jeanne Leung-Tag, et l'intérêt montré par le bureau de représentation de Taipei en France, ont permis d'inscrire le partenariat scientifique entre l'AVRDC et le Cirad, traditionnellement multilatéral, dans un cadre bilatéral.

- Signature d'un accord de coopération dans le domaine de la recherche agronomique

L'INRA étant engagé depuis 20 ans dans des coopérations bilatérales, notamment en matière de génétique animale, c'est un accord conjoint du Cirad et de l'Inra avec le Conseil national des sciences (NSC) qui a été signé (cf. texte en annexe). 8 thèmes d'intérêt conjoints sont ciblés. Cet accord permettra aux actions du Cirad avec les institutions de recherche de Taïwan, dont l'AVRDC, de bénéficier en priorité des soutiens nationaux et de coopération

internationale du NSC ainsi que des mesures d'encouragement de l'Institut français (essentiellement des échanges entre scientifiques des deux communautés). Les actions du département Flhor entrent déjà dans ce cadre. D'autres partenariats pourraient être encouragés, par exemple dans l'aquaculture. L'action conjointe vers les pays du Sud pourrait se concrétiser par la participation aux pôles de compétence en partenariat. A noter que Taïwan va ouvrir une nouvelle délégation scientifique dans sa représentation au Vietnam.

- *Michel Delseny (Université de Perpignan) organise la participation française à un atelier sur les biotechnologies à Tainan fin octobre 2004. Un contact sera pris avec lui pour étudier la possibilité d'inclure un chercheur du Cirad, si cela n'a pas déjà été prévu.*
 - *Des contacts seront pris par la délégation Asie et la direction régionale en Asie du Sud-Est continentale du Cirad avec le NSC et la représentation à Hanoi pour présenter le dispositif des PCP conjointement avec les partenaires vietnamiens.*
- Une opportunité pour Agropolis : la volonté taïwanaise de renforcer sa politique internationale vers l'Europe

Les discussions au sein du NSC et de l'*Academia sinica*, entité regroupant tous les instituts de recherche publiques de Taïwan, ont porté sur la nécessité d'ouvrir vers l'Europe des partenariats scientifiques très intimement tournés à ce jour vers les Etats-Unis et le Japon. Les visites des différents centres de recherche sur le campus de l'*Academia sinica* ont permis de constater la forte dynamique du secteur des biotechnologies dont les applications, à titre expérimental, ne semblent pas freinées par la législation en matière de biosécurité.

Parmi les institutions visitées, c'est probablement l'Institut de botanique qui développe le plus des approches semblables à celles du Cirad ou de l'Inra, prenant en compte la finalisation agronomique, par exemple sur la génomique fonctionnelle des plantes ou sur la compréhension moléculaire des interactions plantes-pathogènes. L'Institut participe au Consortium sur le génome du riz. Michel Delseny collabore avec l'Institut depuis plusieurs années.

L'accès à la recherche française et européenne dans le domaine des sciences agronomiques, facilité par Agropolis et sa plate-forme internationale, a été un sujet largement discuté à partir des exemples du Brésil (Embrapa), des Etats-Unis (US-DA), de l'Australie (CSIRO) et du GCRAI (Inibap) déjà installés au sein d'Agropolis. La recherche taïwanaise pourrait tout-à-fait tirer profit de cette association internationale pour mieux étudier les possibilités de coopération européenne dans des secteurs d'intérêt commun. La décision relève du niveau du Conseil national de la science. L'Institut de botanique, déjà partenaire de l'Université de Perpignan, peut être l'acteur scientifique porteur de ce projet.

- *Cette proposition sera discutée au retour de mission avec la présidence d'Agropolis, le bureau de représentation de Taipei et le ministère des affaires étrangères. Elle pourrait être évaluée en accueillant une mission de prospection du NSC, de l'Academia sinica et de l'Institut de botanique dans la région du Languedoc-Roussillon.*

Annexe 1 : programme de la mission à Taïwan

Dimanche 25 au mercredi 28 avril 2004 : Shanhua

- Conseil d'administration de l'AVRDC

Jeudi 29 avril 2004 : Taipei

- **Matin :**
 - institut français de Taiwan : préparation de la visite
 - National science Council : présentation des établissements et signature de l'accord CIRAD-INRA-NSC
- **Après-midi : visite de l'*Academia sinica*, Taipei**
 - Institute of zoology
 - Marine Research Station
 - Stem cell Lab
 - Genomic research Center
 - Institute of Botany

Vendredi 30 avril : Taipei

- déjeuner de travail avec la directrice de l'institut français de Taiwan

Annexe 2 : principales personnalités rencontrées

Institut français de Taïwan	Mme Elisabeth Laurin M. Olivier Vaysset Mme Jeanne Leung-Tag	Directrice Conseiller de coopération et d'action culturelle Attachée scientifique
AVRDC	M. Paul Sun M. Thomas Lumpkin M. Sundar M. Chao-Yen Hsieh M. Léonidas Féréol	Président du <i>Board of directors</i> Directeur général Directeur scientifique Directeur administratif Chercheur du Cirad
National science Council	M. Ching-Jyh Shieh M. Wei-Chung Wang M. Yau-Huei Wie	Vice-Ministre Directeur général du département des programmes internationaux Directeur général du programme des sciences du vivant
Institute of Zoology	M. John Yu M. Jen-Leih Wu	Directeur Secrétaire exécutif du programme national en RDT pour les biotechnologies agricoles (NSTP.AB)
Genomics research center	Mme. Alice Yu	Directrice adjointe
Institute of Botany	M. Tuan-hua David Ho	Directeur
Animal technology Institute Taiwan	M. Chung-Nan Weng	Directeur

Annexe 3 : Accord de coopération scientifique dans le domaine de la recherche agronomique

entre :

Le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad),

L'Institut National de la Recherche Agronomique (Inra)

et

Le Conseil National des Sciences (National Science Council)

ACCORD DE COOPERATION SCIENTIFIQUE DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

ENTRE

D'une part,

Le Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement, ci-après dénommé CIRAD, dont le siège est 42 Rue Scheffer, 75116 PARIS (France), représenté par Monsieur Benoît LESAFFRE, Directeur Général

et

L'Institut National de la Recherche Agronomique, ci-après dénommé INRA, dont le siège est 147, rue de l'Université 75338 PARIS CEDEX 07 (France), représenté par Madame Marion GUILLOU, Directrice Générale,,

ET

d'autre part

Le Conseil National des Sciences, (ou National Science Council) ci-après dénommé le NSC, dont le siège est 106 Hoping E. Road, Sec.2, Taipei, Taïwan, représenté par Monsieur Wei Che-Ho, Ministre.

ci-après désignés par les Parties,

CONSIDERANT

- la coopération scientifique établie depuis 1983, entre l'INRA et le NSC dans le domaine animal, entre les équipes de recherche de l'INRA et les équipes taiwanaises,
- le souhait des Parties d'élargir et d'intensifier la coopération scientifique entre la France et Taïwan,
- la volonté des Parties d'encourager les échanges de chercheurs entre les laboratoires relevant de leur autorité,
- les perspectives de développement qu'offrirait une collaboration plus étroite entre les communautés scientifiques des deux pays,

CONSIDERANT

La vocation régionale et internationale des actions de coopération scientifique de l'INRA, du CIRAD avec le NSC (en particulier par le biais de l'AVRDC / World Vegetable Centre), notamment des pays en développement ,

LES PARTIES ONT ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ACCORD

- 1.1. – L'objet du présent Accord est d'établir les bases d'une coopération scientifique, en particulier dans le domaine des sciences du vivant et des sciences agronomiques
- 1.2. – A cet effet, les Parties s'échangeront des informations générales sur leurs connaissances, leurs études et leurs activités de R & D respectives dans le domaine de coopération, en vue d'identifier des projets de recherche d'intérêt commun.

ARTICLE 2 - MODALITES DE LA COOPERATION

- 2.1. – Dans le cadre du présent Accord, la coopération se déroulera sous la forme de projets de recherche d'intérêt commun, concernant les sciences agronomiques et les sciences du vivant, sélectionnés par les Parties. L'Annexe 1, qui fait partie intégrante du présent Accord, établit la liste des domaines de recherche prioritaires pour les années 2004 à 2006 Cette liste est révisable après concertation, au moins tous les deux ans.

Chaque projet commun de recherche est coordonné par deux responsables scientifiques, un scientifique français de l' INRA et / ou du CIRAD et un scientifique taiwanais désigné par le NSC, qui sont responsables de l'exécution du projet, lequel devra si possible donner lieu à des publications cosignées dans des revues internationales.

L'Annexe 2, qui fait partie intégrante du présent Accord, précise les éléments nécessaires à la constitution d'un projet ainsi que les modalités définissant le dépôt des dossiers auprès des deux Parties.

- 2.2. – La coopération sur les projets de recherche identifiés comme d'intérêt commun pourra revêtir les modalités suivantes, sans que cette liste soit limitative. Cependant, les deux Parties veilleront à ce que ces échanges soient équilibrés.

- a) des visites réciproques et des conférences ou séminaires bilatéraux pour des scientifiques de haut niveau, ainsi que des visites organisées d'un commun accord pour des scientifiques de haut niveau de pays tiers avec lesquels les parties maintiennent des programmes de coopération.
- b) des échanges de scientifiques pour des séjours de recherche, en particulier de jeunes scientifiques de haut niveau (moins de trente-cinq ans). Ces échanges pourront concerner, d'un commun accord, des scientifiques de pays tiers.
- c) des coopérations scientifiques et des projets conjoints de recherche,
- d) des prêts et échanges de matériel, y compris en ce qui concerne le matériel biologique et les ressources génétiques.

Un rapport annuel devra être fourni pour chaque thème de la liste exposée en Annexe 1 du présent Accord aux Directions des deux Parties.

Un rapport sera écrit en commun à la fin de chaque collaboration thématique.

- 2.3. – En début de chaque année, les Parties s'informent mutuellement des demandes de projets déposées et, après évaluation scientifique et approbation des autorités compétentes conformément à leurs règles nationales, sélectionnent d'un commun accord et sur une base d'intérêt mutuel des projets de recherche. Elles décident du volume annuel des échanges et du financement nécessaire à l'exécution des projets retenus, disponible ou à rechercher.

Les scientifiques participant à ces projets doivent :

- être de niveau post-doctoral et :
- pour la Partie française appartenir à des unités de l'INRA, du CIRAD ou des Unités Mixtes de Recherche,
- pour le NSC, être sélectionnés par celui-ci sous sa responsabilité,
- et par conséquent bénéficier de leur soutien financier respectif,
- pour les scientifiques de pays tiers, appartenir à un organisme de recherche avec lequel les Parties souhaitent maintenir des liens scientifiques, et être bénéficiaires d'un soutien financier bien identifié.

- 2.4. - Sur la base d'un équilibre global des échanges, les projets de recherche sont financés selon le budget prévu annuellement par chaque Partie, disponible ou à identifier.

Les projets retenus au titre du présent Accord bénéficient d'un financement de chaque Partie décidé conjointement

Ce financement concerne principalement les missions et accueils de scientifiques nécessaires à la réalisation des projets de recherche, dans les conditions décrites à l'Article 3 ci-après.

Le volume d'échanges annuel est fonction du nombre de projets retenus par les Parties dans la limite du budget prévu par chaque Partie au titre du présent Accord. Des financements additionnels à ceux engagés par les partenaires pourront par ailleurs être recherchés conjointement auprès de bailleurs de fonds (Union Européenne, Banque Asiatique de Développement, etc.)

- 2.5. - Certaines actions, en particulier celles figurant en c) et d) de la section 2.2 Article 2, pourront le cas échéant nécessiter la conclusion d'accords particuliers définissant les financements, la propriété intellectuelle, les responsabilités, etc...

- 2.6. - Afin que la coopération puisse s'exercer avec toute l'efficacité souhaitable, chaque Partie nommera un Coordinateur et un animateur scientifique, l'INRA et le CIRAD décidant d'identifier d'un commun accord le Coordinateur et l'animateur scientifique commun. Les Coordinateurs et animateurs, par des rencontres ou des échanges électroniques autant que nécessaire, évalueront le déroulement de la coopération. En particulier, ils seront notamment chargés de :

- examiner le déroulement des études en cours sur les thèmes de recherches sélectionnés,
- apporter leur aide à l'évaluation des budgets annuels appropriés et à l'identification de financements additionnels
- veiller à l'équilibre des échanges entre les Parties et éventuellement avec les pays tiers
- entériner les nouveaux projets de recherche retenus et la mise à jour de la liste de ceux-ci,

- présenter aux Parties les rapports annuels et les rapports de fin de coopération, établis par projet de recherche,
 - d'une façon générale, régler à leur niveau toutes les difficultés qui pourraient survenir dans le déroulement de la présente coopération.
- 2.7. - A l'issue d'une période de cinq ans, les Parties rédigeront en commun un recueil couvrant l'ensemble de leur coopération (listes de thèmes de recherche et des laboratoires impliqués, publications significatives, rapports annuels et rapports de fin de collaboration thématique ou leur résumé).

ARTICLE 3 - CONDITION D'ACCUEIL DES SCIENTIFIQUES

- 3.1. - Les propositions concernant les échanges de scientifiques doivent être présentées par l'une des Parties à l'autre au moins six mois avant la date prévue pour le début de ces missions.

La Partie d'accueil donne sa réponse de principe dans les deux mois qui suivent la réception des dites propositions.

Si la proposition est recevable, la Partie d'accueil donne son accord au programme de travail proposé ou fait connaître les modifications ou les compléments relatifs à ce programme.

La Partie d'origine informe la Partie d'accueil de la date et du lieu d'arrivée des scientifiques, au moins un mois avant leur départ.

Sauf accord particulier, les séjours des scientifiques ne doivent pas être inférieurs à une semaine et ne pas excéder six mois.

- 3.2. - Pour faciliter l'application du présent Accord, chacune des Parties met à la disposition de l'autre un nombre de mois-chercheur qui sera fixé annuellement par les Parties en fonction des projets retenus et des moyens disponibles. Le nombre de chercheurs affecté par sujet de recherche fera ultérieurement l'objet d'un accord au cas par cas entre les Parties.

- 3.3. - Les frais résultant des échanges au titre du présent article seront pris en charge selon les modalités suivantes: Dans le contexte d'un projet ayant rencontré l'accord des deux Parties et pour lequel les moyens financiers ont été identifiés.

3.3.1. - La Partie d'origine prend en charge les frais de voyage aller et retour des scientifiques entre le pays d'origine et le pays d'accueil. Elle maintient la rémunération du chercheur pendant son séjour chez la Partie d'accueil.

3.3.2. - La Partie d'accueil, contribue selon la pratique habituelle au pays d'accueil, à la prise en charge des frais de nourriture et d'hébergement, de transport, ainsi que des frais relatifs à l'utilisation d'équipements et de matériels.

Chaque organisme prend en charge la couverture des soins médicaux pour ses ressortissants.

3.3.3. - Durant leur séjour dans les laboratoires d'accueil, les scientifiques de chacune des Parties devront se conformer aux règlements et dispositions particulières

en vigueur sur chaque site. Chacune des Parties s'engage à faire respecter ces dispositions par ses agents.

Chacune des Parties prêtera assistance aux personnels de l'autre Partie pour tout ce qui a rapport aux formalités administratives (en particulier les autorisations d'entrée et de séjour), en observant les lois et règlements en vigueur dans leurs pays respectifs.

ARTICLE 4 - CONFIDENTIALITE - PUBLICATIONS

Chacune des Parties s'engage à ne pas divulguer à des tiers ou à utiliser en dehors de l'objet du présent Accord les informations scientifiques et techniques émanant de l'autre Partie, sans l'accord préalable et écrit de cette dernière.

Cet engagement est valable pendant toute la durée du présent Accord et cinq années au-delà de son expiration ou de sa résiliation. Il ne portera pas sur les connaissances :

- qui seront du domaine public au moment de leur communication ou qui y tomberont par la suite sans que cela soit du fait de la Partie qui les aura reçues,
- dont la Partie qui les aura reçues pourra prouver qu'elle les a également reçues sans conditions de secret d'un tiers autorisé à les divulguer,
- dont la Partie qui les aura reçues pourra prouver qu'elles étaient en sa possession au moment de leur communication.

La publication des résultats des activités de recherche obtenus dans le cadre du présent Accord sera effectuée conjointement par les auteurs de la publication, avec mention de leur laboratoire de rattachement. L'ordre des auteurs signant cette publication ou rapport de conférence sera déterminé par un accord entre les responsables scientifiques.

ARTICLE 5 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

- 5.1. - Chaque Partie reste propriétaire des droits de propriété intellectuelle brevetés ou non dans le domaine de coopération qu'elle détient antérieurement à la signature du présent Accord ou qu'elle développe en dehors de celui-ci.
- 5.2. - Chaque Partie est réputée être propriétaire des résultats obtenus dans ses établissements au titre du présent Accord, et peut protéger les inventions qu'elle estimera brevetables par le dépôt en ses seuls noms et frais de brevets et autres titres de propriété intellectuelle en tous pays. Toutefois, si des résultats ont été obtenus chez l'une des Parties avec le concours de chercheurs confirmés de l'autre Partie, les résultats seront la co-propriété des deux Parties à hauteur de leurs apports respectifs et les brevets déposés aux noms et frais des deux Parties (sauf dispositions contraires dans les contrats particuliers visés à l'Article 2 section 2.5.).
- 5.3. - Chaque Partie pourra utiliser les connaissances et résultats issus du présent Accord pour ses besoins propres de recherche.

ARTICLE 6 - RESPONSABILITE - ASSURANCES

Pour l'application du présent Accord et en particulier de son Article 6, il est entendu que chaque Partie assume vis-à-vis des scientifiques qu'elle détache dans les unités de l'autre Partie ses responsabilités d'employeur.

6.1. - Dommages au personnel des Parties

Chacune des Parties fait son affaire de la couverture de ses agents conformément à la législation applicable dans le domaine des accidents du travail et des maladies professionnelles.

En conséquence, chaque Partie procède aux formalités qui lui incombent et supporte, le cas échéant, les dépenses relatives aux assurances souscrites pour la couverture de son propre personnel contre les risques.

A cet égard, chaque Partie s'engage à prévenir l'autre de tout accident ou dommage survenu pendant ou à l'occasion de son travail au personnel qu'elle reçoit afin de lui permettre de procéder dans les délais prévus, aux déclarations requises par la loi.

Chacune des Parties répond selon les règles du droit applicable des dommages causés par son personnel, au personnel de l'autre Partie.

6.2. - Dommages aux biens des Parties

Chacune des Parties conserve à sa charge, sans recours contre l'autre Partie, sauf le cas de faute intentionnelle, la réparation des dommages subis par ses biens propres, du fait ou à l'occasion de l'exécution du présent Accord.

6.3. - Dommages aux tiers

Chacune des Parties reste responsable, suivant les règles de droit applicable, des dommages que son personnel pourrait causer aux tiers à l'occasion du présent Accord.

ARTICLE 7 - DUREE

Le présent Accord prendra effet à la date de sa signature par les deux Parties. Il sera valable pendant cinq ans et les conditions de son renouvellement éventuel seront discutées au plus tard trois mois avant la date d'expiration.

Si l'une des Parties désire se retirer du présent Accord au cours de la période initiale ou des périodes de renouvellement, elle devra le notifier à l'autre Partie par lettre recommandée avec accusé de réception, auquel cas l'Accord prendra fin un an après cette notification.

ARTICLE 8 - LANGUES

Le présent Accord est rédigé en quatre exemplaires originaux, deux en langue française, deux en langue chinoise, les deux versions faisant également foi.

Fait à Taipei, le 29 avril 2004

Pour le Centre de Coopération
Internationale en Recherche Agronomique pour le
Développement:

*Pan délégué, le directeur de
relations européennes et internationales,*

B. Lesaffre

Le Directeur Général
Benoît LESAFFRE

Pour le Conseil National des Sciences

Wei Che-Ho
Ching Jyh Shieh for
Minister
WEI Che-Ho

Pour l'Institut National de la Recherche
Agronomique :

Philippe FERLIN
Directeur des Relations Internationales

[Signature]

P/

La Directrice Générale
Marion GUILOU



ANNEXE 1

Domaines de recherche prioritaires pour les années 2004 et 2006

1- Génétique et génomique animale et biologie du développement, en particulier :

- Porcins,
- Petits ruminants,
- Volaille ,
- Poissons

2- Environnement : contrôle de la pollution en élevages intensifs

3- Bio-agresseurs végétaux émergents ou invasifs

4- Qualité nutritionnelle des fruits et légumes tropicaux ou de zones tempérées, plus particulièrement :

- tomate,
- oignons,
- ail

cultivables sous les tropiques en conditions climatiques spécifiques,

5- Bio-diversité et agriculture

6- Agriculture urbaine et péri-urbaine

7- Observatoires des marchés des produits tropicaux

8- Foresterie

ANNEXE 2 : Préparation et traitement des proposition de recherche conjointe

Dans le cadre du présent Accord, la coopération scientifique entre l'INRA et/ou le CIRAD et le NSC se déroule sous forme de projets de recherche.

Constitution et dépôt des dossiers

Les dossiers de projets doivent répondre aux critères énoncés par l'INRA et/ou le CIRAD et le NSC ; ils doivent contenir les éléments suivants :

- a) Le nom des responsables scientifiques respectifs en France et à Taïwan pour chaque projet.
- b) Le curriculum vitae de chaque scientifique impliqué dans le projet ainsi que ses titres et qualifications professionnelles, son domaine de recherche et ses récentes publications internationales.
- c) Une description détaillée du projet ; les méthodes et le but recherché ainsi qu'un calendrier de l'exécution du projet.
- d) Une évaluation globale du coût du projet, et les moyens annuels demandés par chaque responsable scientifique à son institution d'origine.

Les dossiers doivent être déposés à l'INRA et/ou au CIRAD pour les scientifiques français et au NSC pour les scientifiques taiwanais selon les règles de chaque organisme et de préférence 6 mois avant la date envisagée pour le début du projet.

Sélection des dossiers

La sélection des dossiers se fera selon les modalités définies dans l'Article 2 Section 2.3. du présent Accord.